

Tourisme et business

Des Villages contre Nature

La dernière réunion du Conseil de la Communauté des Sources de l'Yerres a été consacrée pour une bonne partie au projet « **Villages Nature** » de Disney. Nous avons déjà évoqué (Oyet n° 344) ce programme fou de deux mastodontes de l'industrie touristique, Disneyland et Pierres et Vacances.

En résumé : entre 550 et 600 hectares au sud de l'autoroute A 4 (donc de notre côté), sur le territoire de **Villeneuve-le-Comte**, de Coutevroult et de Bailly-Romainvilliers, transformés en une énorme enclave de tourisme international, soi-disant consacré à la Nature – après destruction préalable de la nature existante. On prévoit « **quatre villages** » artificiels, - Un village lacustre, un village forestier (autour du Ranch David Crockett), un village de fausse campagne briarde, et enfin un village genre « *country club* » (santé, loisirs sportifs, des instituts de remise en forme, etc.)

Capacité d'accueil : 25000 visiteurs/jour à terme. Il y aura 5000 appartements et « résidences **haut de gamme** au cœur de la nature », accompagnés d'un complexe hôtelier. Une première tranche sera réalisée sur 180 hectares, avec 2300 appartements et maisons de résidence. Le reste se fera, entre 2010 et 2020.

La Brie recyclée

En fait, on verra un grand triangle de campagne briarde recyclée et formatée à l'américaine. Le tout est présenté dans un bla-bla écologiste complaisamment repris par toute la presse, devenue simple organe de transmission de la propagande de Disneyland : il n'est question que de « développement durable », d'« éco-tourisme », de « concept unique et innovant », au service de « l'harmonie entre l'homme et la nature », rien que cela.

Autrement dit, ce gigantesque **projet financier, commercial et immobilier**, qui a la bénédiction de l'Etat et de la Région, se porte bien.

Maintenant l'envers du décor :

Ce programme va bouleverser les données économiques de tout notre secteur de la Brie, ses équipements publics, ses transports, sa voirie, ses réseaux de l'eau, et le cadre de vie de ses habitants.

Alors que la circulation est déjà **largement saturée** aux heures de pointe, on va y ajouter des milliers de véhicules supplémentaires. Il faudra sans doute un barreau d'autoroute pour relier Disney, à travers l'A4, au nouveau site artificiel du côté de Villeneuve-le-Comte. La N36 et la D231 (Lagny-Provins) devront, à terme, devenir des axes à quatre voies etc.

Pour ce qui est de **l'eau**, - qui se fait de plus en plus rare chez nous (les avis d'alerte à la **sécheresse** se succèdent) - on ne sait toujours pas comment on va alimenter **les lacs artificiels** prévus, ni comment fournir, à partir d'une nappe phréatique en voie d'appauvrissement, les dizaines de milliers de mètres cubes d'eau qu'il faudra fournir journallement à l'entreprise pharaonique de Disney et Pierres et Nature.

Et la cerise sur le gâteau : on nous promet à terme plus de 5000 emplois. Mais nous sommes prévenus à l'avance : il ne s'agit presque que d'emplois **mal payés et précaires**. Donc un afflux dans les villages environnants d'une population de salariés pauvres, pour lesquels il faut prévoir des logements aidés. On a rarement vu un projet intégrant aussi cyniquement dans les calculs des bénéfices à venir le gain à réaliser sur les salariés mal payés. Ici s'applique sans nuances la règle d'or du capitalisme sauvage : les profits des uns valent mieux que la vie des autres.

Et ainsi la formidable « **pompe à fric** » internationale qui va s'installer près de chez nous sera édiflée en partie avec l'argent du contribuable local, appelé à financer les logements aidés, les écoles, les transports et les équipements publics nécessaires aux nouveaux arrivants.

Que peuvent faire les élus locaux ?

Ils acceptent le projet avec une bonne dose de résignation – puisque toutes les décisions sont prises « en haut » - mais essaient de limiter les dégâts. Les élus de l'Association pour l'aménagement et le Développement de la Brie Centrale (ADBC) qui regroupe plusieurs Communautés de communes, **dont les Sources de l'Yerres**, ont rédigé un « **Cahier d'objectifs** ». Dans ce texte ils ont tenté de préciser les impacts à venir du projet Villages Nature et de définir leurs exigences face aux promoteurs d'abord, mais aussi face à l'Etat et à la Région Ile de France.

En gros, les élus ont des doutes sur la question de la **ressource en eau**, sur la capacité du système de **transport** et des infrastructures existantes à absorber un trafic supplémentaire aussi énorme. Ils s'interrogent sur les possibilités de nos communes, **dont la population est déjà en forte augmentation**, de fournir des **logements** supplémentaires alors qu'il y a déjà une crise de l'habitat, et sur notre capacité à assurer les services sanitaires et scolaires pour la nouvelle population travailleuse apportée par le projet Disney. Bref les élus sont un peu affolés par les répercussions multiples du projet sur leurs finances communales.

Plusieurs communautés de communes se sont associés à la démarche de l'ADBC. En tout, le document est soutenu par 114 communes représentant près de 100 000 habitants. Il n'est pas sûr que cela impressionne beaucoup les promoteurs du mégaprojet touristique et financier des deux grandes sociétés privées, mais au moins une certaine pression pourra s'exercer sur les autorités nationales et régionales.

Rappelons qu'une association de Villeneuve-le-Comte demande un **nouveau référendum** sur le projet, la précédente consultation ayant été bâclée. Mais il est bien tard, car la valse des millions a déjà commencé.